



Liste des affaires sélectionnées pour publication au *Recueil des arrêts et décisions* 2014¹

[Mise à jour janvier 2015]

Notes sur les citations :

Les affaires sont présentées dans l'ordre alphabétique selon le nom du requérant et de l'État défendeur.

Sauf mention contraire, toutes les références renvoient à des arrêts de chambre. Les affaires de Grande Chambre, qu'elles aient donné lieu à une décision ou à un arrêt, sont signalées par la mention « [\[GC\]](#) ». Les décisions sont signalées par la mention « [\(déc.\)](#) ».

Les arrêts de chambre non encore « définitifs » au sens de l'article 44 de la Convention² sont signalés par la mention « [\(non définitif\)](#) ». En cas de renvoi d'un arrêt non définitif devant la Grande Chambre conformément à l'article 43,³ l'arrêt en question ne sera pas publié au *Recueil des arrêts et décisions* 2014 et sera remplacé par un arrêt ou une décision figurant sur la « [liste de réserve](#) ».

La composition des volumes pour l'année 2014 n'a pas encore été déterminée. Jusqu'à nouvel ordre, les affaires rendues en 2014 peuvent être citées simplement par l'indication de l'année de leur publication, par exemple CEDH 2014, sans indication d'un numéro de volume. Pour des informations complémentaires sur le mode de citation de la jurisprudence de la Cour, veuillez consulter [cette page](#).

La Cour se réserve le droit de rendre compte de tout ou partie des arrêts et décisions énumérés ci-dessous sous forme d'extraits. Les arrêts et décisions en question peuvent être consultés en texte intégral dans la ou les langues dans lesquelles ils ont été rendus dans la base de données HUDOC.

1. Liste arrêtée par le Bureau sur proposition du jurisconsulte.

2. L'article 44 § 2 de la Convention est ainsi libellé :

« L'arrêt d'une chambre devient définitif

a) lorsque les parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre;
ou

b) trois mois après la date de l'arrêt, si le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre n'a pas été demandé;
ou

c) lorsque le collège de la Grande Chambre rejette la demande de renvoi formulée en application de l'article 43. »

3. L'article 43 de la Convention est ainsi libellé:

« 1. Dans un délai de trois mois à compter de la date de l'arrêt d'une chambre, toute partie à l'affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre.

2. Un collège de cinq juges de la Grande Chambre accepte la demande si l'affaire soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses Protocoles, ou encore une question grave de caractère général.

3. Si le collège accepte la demande, la Grande Chambre se prononce sur l'affaire par un arrêt. »

Table des matières

I. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des noms des requérants	3
II. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des États mis en cause	11

I. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des noms des requérants

A

16.07.2014

[Ališić et autres c. Bosnie-herzégovine, Croatie, Serbie, Slovénie et ex-République yougoslave de Macédoine \[GC\], n° 60642/08](#)

ARTICLE 46

Arrêt pilote / Mesures générales

Slovénie et Serbie tenues de prendre de mesures afin de permettre aux requérants, ainsi qu'à toutes les autres personnes dans la même situation, de recouvrer les « anciens » placements en devises étrangères

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Article 1 § 1 du protocole n° 1

Respect des biens

Impossibilité, après la dissolution de la RSFY, de recouvrer les « anciens » placements en devises étrangères : *violation*

B

02.12.2014

[Battista c. Italie, n° 43978/09](#)

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 4

Article 2 § 2

Liberté de quitter un pays

Interdiction de quitter le territoire en raison du non-paiement d'une pension alimentaire : *violation*

C

17.07.2014

[Centre de Ressources juridiques au nom de Valentin Câmpeanu c. Roumanie \[GC\], n° 47848/08](#)

ARTICLE 34

Locus standi

Qualité d'une organisation non gouvernementale pour introduire une requête au nom d'une personne handicapée mentale décédée

ARTICLE 2

Obligations positives (volet matériel)

Absence de soins appropriés pour une personne handicapée mentale et séropositive : *violation*

ARTICLE 46

Article 46 § 2

Exécution de l'arrêt

Mesures générales

État défendeur tenu de prendre des mesures générales pour que les personnes atteintes d'un handicap mental bénéficient d'une représentation indépendante

12.05.2014

[Chypre c. Turquie \(satisfaction équitable\) \[GC\], n° 25781/94](#)

ARTICLE 41

Satisfaction équitable

Octroi à l'État requérant d'une indemnisation en ce qui concerne ses citoyens disparus et enclavés dans le nord de Chypre

D

11.12.2014

[Dubská et Krejzová c. République Tchèque, n^{os} 28859/11 et 28473/12](#)

ARTICLE 8

Respect de la vie privée

Interdiction faite aux professionnels de la santé d'effectuer des accouchements à domicile : *non-violation*

F

12.06.2014

[Fernández Martínez c. Espagne \[GC\], n° 56030/07](#)

ARTICLE 8

Respect de la vie privée

Non-renouvellement du contrat de travail d'un professeur de religion et de morale catholique ayant publiquement affiché sa situation de « prêtre marié » : *non-violation*

G

03.07.2014

[Géorgie c. Russie \(n° 1\) \[GC\], n° 13255/07](#)

ARTICLE 4 du PROTOCOLE N° 4

Interdiction des expulsions collectives d'étrangers

Expulsion collective de ressortissants géorgiens par les autorités russes d'octobre 2006 à janvier 2007 : *pratique administrative contraire à la Convention*

ARTICLE 33

Requête interétatique

Expulsion collective de ressortissants géorgiens par les autorités russes d'octobre 2006 à janvier 2007

ARTICLE 35

Article 35 § 1

Épuisement des voies de recours internes

Inapplicabilité de l'obligation d'épuisement en raison de la pratique administrative consistant à arrêter, incarcérer et expulser les ressortissants géorgiens : *exception préliminaire rejetée*

30.09.2014

[Gross c. Suisse \[GC\], n° 67810/10](#)

ARTICLE 35

Article 35 § 3 (a)

Requête abusive

Défaut d'informer la Cour du décès de la requérante lors d'une procédure portant sur sa capacité à obtenir la substance nécessaire à son suicide : *irrecevable*

H

13.11.2014

[H. et J. c. Pays-Bas \(déc.\), n°s 978/09 et 992/09](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (pénal)

Procès équitable

Déclarations livrées de façon confidentielle lors d'une procédure d'asile utilisées dans les poursuites pour actes de torture : *irrecevable*

16.07.2014

[Hämäläinen c. Finlande \[GC\], n° 37359/09](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée et familiale

Refus d'accorder à la requérante un numéro d'identité indiquant son sexe féminin à la suite de sa conversion sexuelle, sauf transformation de son mariage en partenariat enregistré : *non-violation*

Obligations positives

Refus d'accorder à la requérante un numéro d'identité indiquant son sexe féminin à la suite de sa conversion sexuelle, sauf transformation de son mariage en partenariat enregistré : *non-violation*

08.07.2014

[Harakchiev et Tolumov c. Bulgarie, n°s 15018/11 et 61199/12](#)

ARTICLE 3

Peine inhumaine ou dégradante

Régime de réclusion criminelle à perpétuité n'offrant pas de possibilités suffisantes en matière de réinsertion en vue de l'obtention d'une réduction de peine : *violation*

16.09.2014

[Hassan c. Royaume-Uni \[GC\], n° 29750/09](#)

ARTICLE 1

Responsabilité des États

Juridiction des États

Juridiction territoriale concernant la détention d'un ressortissant irakien par une coalition de forces armées en Irak

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Arrestation ou détention régulières

Détention en Irak au regard des troisième et quatrième Conventions de Genève : *non-violation*

I

16.12.2014

[Ibrahim et autres c. Royaume-Uni, n^{os} 50541/08, 50571/08, 50573/08 et 40351/09](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 3 (c)

Se défendre avec l'assistance d'un défenseur

Accès à un avocat retardé lors d'un interrogatoire de police en raison d'une menace exceptionnellement grave et imminente contre la sûreté publique : *non-violation*

J

20.11.2014

[Jaloud c. Pays-Bas \[GC\], n^o 47708/08](#)

ARTICLE 1

Juridiction des États

Juridiction territoriale dans le contexte du décès d'un ressortissant irakien qui aurait été tué par un militaire néerlandais, membre de la Force de stabilisation en Irak

ARTICLE 2

Obligations positives (volet procédural)

Absence d'une enquête effective sur des tirs mortels qui seraient dus aux forces néerlandaises à un poste de contrôle des véhicules situé dans le sud de l'Irak : *violation*

Enquête effective

Absence d'une enquête effective sur des tirs mortels qui seraient dus aux forces néerlandaises à un poste de contrôle des véhicules situé dans le sud de l'Irak : *violation*

14.01.2014

[Jones et autres c. Royaume-Uni, n^{os} 34356/06 et 40528/06](#)

ARTICLE 6

Procédure pénale

Article 6 § 1

Accès à un tribunal

Refus d'examiner l'action civile concernant des allégations de torture présentée par les requérants en raison de l'immunité invoquée par l'État défendeur (l'Arabie Saoudite) et ses fonctionnaires : *non-violation*

K

12.03.2014

[Kurić et autres c. Slovénie \(satisfaction équitable\) \[GC\], n° 26828/06](#)

ARTICLE 41

Satisfaction équitable

Indemnisation des requérants au titre du dommage matériel que leur a fait subir leur retrait illégal du registre des résidents permanents

ARTICLE 46

Arrêt pilote / Mesures générales

État défendeur tenu de mettre en place un système d'indemnisation ad hoc au niveau interne

M

08.04.2014

[Magyar Keresztény Mennonita Egyház et autres c. Hongrie, n°s 70945/11, 23611/12, 26998/12, 41150/12, 41155/12, 41463/12, 41553/12, 54977/12 et 56581/12](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Églises requérantes obligées d'obtenir leur réinscription en tant que cultes officiels pour pouvoir continuer à percevoir des allocations de l'État : *violation*

27.05.2014

[Marguš c. Croatie \[GC\], n° 4455/10](#)

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7

Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois

Condamnation pour crimes de guerre d'un militaire ayant bénéficié d'une amnistie : *article 4 du Protocole n° 7 non applicable*

26.06.2014

[Menesson c. France, n° 65192/11](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie familiale

Respect de la vie privée

Refus de reconnaître en droit français une filiation légalement établie aux États-Unis entre des enfants nées d'une gestation pour autrui (GPA) et le couple ayant eu recours à cette méthode : *violation*

17.09.2014

[Mocanu et autres c. Roumanie \[GC\], n^{os} 10865/09, 45886/07 et 32431/08](#)

ARTICLE 2

Vie

Enquête effective

Absence d'enquête effective à la suite du décès d'un homme lors des manifestations de juin 1990 contre le régime roumain en place : *violation*

ARTICLE 3

Enquête effective

Absence d'enquête effective à la suite de l'interpellation et maltraitance d'un homme lors des manifestations de juin 1990 contre le régime roumain en place : *violation*

ARTICLE 35

Article 35 § 1

Délai de six mois

Passivité d'un requérant durant onze ans avant d'adresser sa plainte aux autorités nationales compétentes : *exception préliminaire rejetée*

Article 35 § 3 (a)

Compétence *ratione temporis*

Quatre ans entre le fait générateur et l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de la Roumanie : *exception préliminaire rejetée*

N

08.04.2014

[National Union of Rail, Maritime And Transport Workers c. Royaume-Uni, n^o 31045/10](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Interdiction de mener une action collective secondaire contre un employeur non impliqué dans un conflit du travail : *non-violation*

29.04.2014

[Natsvlishvili et Togonidze c. Géorgie, n^o 9043/05](#)

ARTICLE 6

Procédure pénale

Article 6 § 1

Procès équitable

Absence de droit de recours contre une déclaration de culpabilité prononcée à la suite d'un plaidoyer de marchandage : *non-violation*

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N^o 7

Droit à un double degré de juridiction en matière pénale

Absence de droit de recours contre une déclaration de culpabilité prononcée à la suite d'un plaidoyer de marchandage : *non-violation*

22.04.2014

[Nusret Kaya et autres c. Turquie, n^{os} 43750/06, 43752/06, 32054/08, 37753/08 et 60915/08](#)

ARTICLE 8
Article 8 § 1

Respect de la correspondance

Respect de la vie familiale

Restriction imposée aux détenus turcs concernant l'usage du kurde dans leurs conversations téléphoniques : *violation*

O

28.01.2014

[O'Keefe c. Irlande \[GC\], n^o 35810/09](#)

ARTICLE 3

Obligations positives (volet matériel)

Manquement de l'État à mettre en place des mécanismes appropriés pour protéger une élève d'une école nationale contre les abus sexuels commis sur elle par un enseignant : *violation*

S

01.07.2014

[S.A.S. c. France \[GC\], n^o 43835/11](#)

ARTICLE 8
Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Interdiction du port d'un vêtement religieux dissimulant le visage dans l'espace public : *non-violation*

ARTICLE 9
Article 9 § 1

Manifester sa religion ou sa conviction

Interdiction du port d'un vêtement religieux dissimulant le visage dans l'espace public : *non-violation*

ARTICLE 14

Discrimination

Interdiction du port d'un vêtement religieux dissimulant le visage dans l'espace public : *non-violation*

17.07.2014

[Svinarenko et Slyadnev c. Russie \[GC\], n^o 32541/08, 43441/08](#)

ARTICLE 3

Traitement dégradant

Enfermement d'accusés dans une cage métallique pendant leur procès pénal : *violation*

T

04.11.2014

[Tarakhel c. Suisse \[GC\], n° 29217/12](#)

ARTICLE 3

Expulsion

Menace d'expulsion d'une famille afghane demandeuse d'asile vers l'Italie en vertu du Règlement Dublin II : l'extradition emporterait *violation*

04.09.2014

[Trabelsi c. Belgique, n° 140/10](#)

ARTICLE 3

Extradition

Extradition vers un État non partie à la Convention, où le requérant encourt la peine perpétuelle sans possibilité de libération conditionnelle : *violation*

ARTICLE 34

Entraver l'exercice du droit de recours

Transfert d'une personne aux États-Unis avec un risque réel d'encourir une peine perpétuelle sans possibilité de libération conditionnelle et mise en échec de la mesure provisoire ordonnée par la Cour européenne : *violation*

V

27.05.2014

[Velyo Velev c. Bulgarie, n° 16032/07](#)

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 1

Droit à l'instruction

Refus d'inscrire un prévenu à l'école de l'établissement pénitentiaire : *violation*

25.03.2014

[Vistiņš et Perepjolkins c. Lettonie \(satisfaction équitable\) \[GC\], n° 71243/01](#)

ARTICLE 41

Satisfaction équitable

Indemnisation d'expropriation fondée sur des considérations d'équité

II. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des États mis en cause

Belgique

04.09.2014

[Trabelsi c. Belgique, n° 140/10](#)

ARTICLE 3

Extradition

Extradition vers un État non partie à la Convention, où le requérant encourt la peine perpétuelle sans possibilité de libération conditionnelle : *violation*

ARTICLE 34

Entraver l'exercice du droit de recours

Transfert d'une personne aux États-Unis avec un risque réel d'encourir une peine perpétuelle sans possibilité de libération conditionnelle et mise en échec de la mesure provisoire ordonnée par la Cour européenne : *violation*

Bosnie-Herzégovine

16.07.2014

[Ališić et autres c. Bosnie-herzégovine, Croatie, Serbie, Slovénie et ex-République yougoslave de Macédoine \[GC\], n° 60642/08](#)

ARTICLE 46

Arrêt pilote / Mesures générales

Slovénie et Serbie tenues de prendre de mesures afin de permettre aux requérants, ainsi qu'à toutes les autres personnes dans la même situation, de recouvrer les « anciens » placements en devises étrangères

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Article 1 § 1 du protocole n° 1

Respect des biens

Impossibilité, après la dissolution de la RSFY, de recouvrer les « anciens » placements en devises étrangères : *violation*

Bulgarie

27.05.2014

[Velyo Velez c. Bulgarie, n° 16032/07](#)

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 1

Droit à l'instruction

Refus d'inscrire un prévenu à l'école de l'établissement pénitentiaire : *violation*

08.07.2014

[Harakchiev et Tolumov c. Bulgarie, n^{os} 15018/11 et 61199/12](#)

ARTICLE 3

Peine inhumaine ou dégradante

Régime de réclusion criminelle à perpétuité n'offrant pas de possibilités suffisantes en matière de réinsertion en vue de l'obtention d'une réduction de peine : *violation*

Croatie

27.05.2014

[Marguš c. Croatie \[GC\], n^o 4455/10](#)

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N^o 7

Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois

Condamnation pour crimes de guerre d'un militaire ayant bénéficié d'une amnistie : *article 4 du Protocole n^o 7 non applicable*

Espagne

12.06.2014

[Fernández Martínez c. Espagne \[GC\], n^o 56030/07](#)

ARTICLE 8

Respect de la vie privée

Non-renouvellement du contrat de travail d'un professeur de religion et de morale catholique ayant publiquement affiché sa situation de « prêtre marié » : *non-violation*

Finlande

16.07.2014

[Hämäläinen c. Finlande \[GC\], n^o 37359/09](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée et familiale

Refus d'accorder à la requérante un numéro d'identité indiquant son sexe féminin à la suite de sa conversion sexuelle, sauf transformation de son mariage en partenariat enregistré : *non-violation*

Obligations positives

Refus d'accorder à la requérante un numéro d'identité indiquant son sexe féminin à la suite de sa conversion sexuelle, sauf transformation de son mariage en partenariat enregistré : *non-violation*

France

26.06.2014

[Mennesson c. France, n° 65192/11](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie familiale

Respect de la vie privée

Refus de reconnaître en droit français une filiation légalement établie aux États-Unis entre des enfants nées d'une gestation pour autrui (GPA) et le couple ayant eu recours à cette méthode : *violation*

01.07.2014

[S.A.S. c. France \[GC\], n° 43835/11](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Interdiction du port d'un vêtement religieux dissimulant le visage dans l'espace public : *non-violation*

ARTICLE 9

Article 9 § 1

Manifester sa religion ou sa conviction

Interdiction du port d'un vêtement religieux dissimulant le visage dans l'espace public : *non-violation*

ARTICLE 14

Discrimination

Interdiction du port d'un vêtement religieux dissimulant le visage dans l'espace public : *non-violation*

Géorgie

29.04.2014

[Natsvlishvili et Togonidze c. Géorgie, n° 9043/05](#)

ARTICLE 6

Procédure pénale

Article 6 § 1

Procès équitable

Absence de droit de recours contre une déclaration de culpabilité prononcée à la suite d'un plaidoyer de marchandage : *non-violation*

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 7

Droit à un double degré de juridiction en matière pénale

Absence de droit de recours contre une déclaration de culpabilité prononcée à la suite d'un plaidoyer de marchandage : *non-violation*

Hongrie

08.04.2014

[Magyar Keresztény Mennonita Egyház et autres c. Hongrie, n^{os} 70945/11, 23611/12, 26998/12, 41150/12, 41155/12, 41463/12, 41553/12, 54977/12 et 56581/12](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Églises requérantes obligées d'obtenir leur réinscription en tant que cultes officiels pour pouvoir continuer à percevoir des allocations de l'État : *violation*

Irlande

28.1.2014

[O'Keefe c. Irlande \[GC\], n° 35810/09](#)

ARTICLE 3

Obligations positives (volet matériel)

Manquement de l'État à mettre en place des mécanismes appropriés pour protéger une élève d'une école nationale contre les abus sexuels commis sur elle par un enseignant : *violation*

Italie

02.12.2014

[Battista c. Italie, n° 43978/09](#)

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 4

Article 2 § 2

Liberté de quitter un pays

Interdiction de quitter le territoire en raison du non-paiement d'une pension alimentaire : *violation*

Lettonie

25.3.2014

[Vistinš et Perepjolkins c. Lettonie \(satisfaction équitable\) \[GC\], n° 71243/01](#)

ARTICLE 41

Satisfaction équitable

Indemnisation d'expropriation fondée sur des considérations d'équité

Pays-Bas

13.11.2014

[H. et J. c. Pays-Bas \(déc.\), n^{os} 978/09 et 992/09](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (pénal)

Procès équitable

Déclarations livrées de façon confidentielle lors d'une procédure d'asile utilisées dans les poursuites pour actes de torture : *irrecevable*

20.11.2014

[Jaloud c. Pays-Bas \[GC\], n^o 47708/08](#)

ARTICLE 1

Jurisdiction des États

Jurisdiction territoriale dans le contexte du décès d'un ressortissant irakien qui aurait été tué par un militaire néerlandais, membre de la Force de stabilisation en Irak

ARTICLE 2

Obligations positives (volet procédural)

Absence d'une enquête effective sur des tirs mortels qui seraient dus aux forces néerlandaises à un poste de contrôle des véhicules situé dans le sud de l'Irak : *violation*

Enquête effective

Absence d'une enquête effective sur des tirs mortels qui seraient dus aux forces néerlandaises à un poste de contrôle des véhicules situé dans le sud de l'Irak : *violation*

République Tchèque

11.12.2014

[Dubská et Krejzová c. République Tchèque, n^{os} 28859/11 et 28473/12](#)

ARTICLE 8

Respect de la vie privée

Interdiction faite aux professionnels de la santé d'effectuer des accouchements à domicile : *non-violation*

Roumanie

17.07.2014

[Centre de Ressources juridiques au nom de Valentin Câmpeanu c. Roumanie \[GC\], n^o 47848/08](#)

ARTICLE 34

Locus standi

Qualité d'une organisation non gouvernementale pour introduire une requête au nom d'une personne handicapée mentale décédée

ARTICLE 2

Obligations positives (volet matériel)

Absence de soins appropriés pour une personne handicapée mentale et séropositive : *violation*

ARTICLE 46

Article 46 § 2

Exécution de l'arrêt

Mesures générales

État défendeur tenu de prendre des mesures générales pour que les personnes atteintes d'un handicap mental bénéficient d'une représentation indépendante

17.09.2014

[Mocanu et autres c. Roumanie \[GC\], n^{os} 10865/09, 45886/07 et 32431/08](#)

ARTICLE 2

Vie

Enquête effective

Absence d'enquête effective à la suite du décès d'un homme lors des manifestations de juin 1990 contre le régime roumain en place : *violation*

ARTICLE 3

Enquête effective

Absence d'enquête effective à la suite de l'interpellation et maltraitance d'un homme lors des manifestations de juin 1990 contre le régime roumain en place : *violation*

ARTICLE 35

Article 35 § 1

Délai de six mois

Passivité d'un requérant durant onze ans avant d'adresser sa plainte aux autorités nationales compétentes : *exception préliminaire rejetée*

Article 35 § 3 (a)

Compétence *ratione temporis*

Quatre ans entre le fait générateur et l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de la Roumanie : *exception préliminaire rejetée*

Royaume-Uni

14.01.2014

[Jones et autres c. Royaume-Uni, n^{os} 34356/06 et 40528/06](#)

ARTICLE 6

Procédure pénale

Article 6 § 1

Accès à un tribunal

Refus d'examiner l'action civile concernant des allégations de torture présentée par les requérants en raison de l'immunité invoquée par l'État défendeur (l'Arabie Saoudite) et ses fonctionnaires : *non-violation*

08.04.2014

[National Union of Rail, Maritime And Transport Workers c. Royaume-Uni, n^o 31045/10](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Interdiction de mener une action collective secondaire contre un employeur non impliqué dans un conflit du travail : *non-violation*

16.09.2014

[Hassan c. Royaume-Uni \[GC\], n° 29750/09](#)

ARTICLE 1

Responsabilité des États

Juridiction des États

Juridiction territoriale concernant la détention d'un ressortissant irakien par une coalition de forces armées en Irak

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Arrestation ou détention régulières

Détention en Irak au regard des troisième et quatrième Conventions de Genève : *non-violation*

16.12.2014

[Ibrahim et autres c. Royaume-Uni, n°s 50541/08, 50571/08, 50573/08 et 40351/09](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 3 (c)

Se défendre avec l'assistance d'un défenseur

Accès à un avocat retardé lors d'un interrogatoire de police en raison d'une menace exceptionnellement grave et imminente contre la sûreté publique : *non-violation*

Russie

03.07.2014

[Géorgie c. Russie \(n° 1\) \[GC\], no 13255/07](#)

ARTICLE 4 du PROTOCOLE N° 4

Interdiction des expulsions collectives d'étrangers

Expulsion collective de ressortissants géorgiens par les autorités russes d'octobre 2006 à janvier 2007 : *pratique administrative contraire à la Convention*

ARTICLE 33

Requête interétatique

Expulsion collective de ressortissants géorgiens par les autorités russes d'octobre 2006 à janvier 2007

ARTICLE 35

Article 35 § 1

Épuisement des voies de recours internes

Inapplicabilité de l'obligation d'épuisement en raison de la pratique administrative consistant à arrêter, incarcérer et expulser les ressortissants géorgiens : *exception préliminaire rejetée*

17.07.2014

[Svinarenko et Slyadnev c. Russie \[GC\], n° 32541/08, 43441/08](#)

ARTICLE 3

Traitement dégradant

Enfermement d'accusés dans une cage métallique pendant leur procès pénal : *violation*

Slovénie

12.03.2014

[Kurić et autres c. Slovénie \(satisfaction équitable\) \[GC\], n° 26828/06](#)

ARTICLE 41

Satisfaction équitable

Indemnisation des requérants au titre du dommage matériel que leur a fait subir leur retrait illégal du registre des résidents permanents

ARTICLE 46

Arrêt pilote / Mesures générales

État défendeur tenu de mettre en place un système d'indemnisation ad hoc au niveau interne

Suisse

30.09.2014

[Gross c. Suisse \[GC\], n° 67810/10](#)

ARTICLE 35

Article 35 § 3 (a)

Requête abusive

Défaut d'informer la Cour du décès de la requérante lors d'une procédure portant sur sa capacité à obtenir la substance nécessaire à son suicide : *irrecevable*

04.11.2014

[Tarakhel c. Suisse \[GC\], n° 29217/12](#)

ARTICLE 3

Expulsion

Menace d'expulsion d'une famille afghane demandeuse d'asile vers l'Italie en vertu du Règlement Dublin II : l'extradition emporterait *violation*

Turquie

22.04.2014

[Nusret Kaya et autres c. Turquie, n°s 43750/06, 43752/06, 32054/08, 37753/08 et 60915/08](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la correspondance

Respect de la vie familiale

Restriction imposée aux détenus turcs concernant l'usage du kurde dans leurs conversations téléphoniques : *violation*

12.05.2014

[Chypre c. Turquie \(satisfaction équitable\) \[GC\], n° 25781/94](#)

ARTICLE 41

Satisfaction équitable

Octroi à l'État requérant d'une indemnisation en ce qui concerne ses citoyens disparus et enclavés dans le nord de Chypre